

**DECLARATION LIMINAIRE
CAPL N°3
MUTATIONS**

Monsieur le Président,

Au nom du pacte de responsabilité qui est en fait un pacte d'austérité, l'État devra faire une économie de 50 milliards d'euros.

À ce pacte que dénonce vivement Force Ouvrière, s'ajoute l'annonce d'une réforme territoriale avec pour justification, encore une fois, la baisse des dépenses publiques. Mais ne nous voilons pas la face, cette réforme ne fera qu'éloigner le citoyen du service public de proximité, et les agents de la Fonction Publique savent, d'ores et déjà, qu'ils en seront les victimes.

Le gel du point d'indice est reconduit pour 3 ans, la fonte des effectifs compromet les missions de service public, la RGPP transformée en MAP (Modernisation de l'Action Publique) et bientôt peut-être complétée par la RGMB (la Révision Générale des Missions de Bercy) ne présage pas un avenir meilleur pour les agents de notre Direction.

Le budget de fonctionnement continue à diminuer, pour pallier les mauvaises conditions de travail dues aux suppressions d'emplois, la seule réponse de l'Administration est la « dématérialisation ».

Heureusement, le Directeur Général a une bonne démarche stratégique de communication lorsqu'il rend hommage à l'ensemble des agents pour leur conscience professionnelle et leurs facultés d'adaptation...facultés d'adaptation..., en effet il en faut pour supporter au quotidien dans les services les diverses réformes engendrées par la rigueur budgétaire.

Le mouvement de mutation du 1er septembre prochain fait ressortir, malgré l'appel partiel de la liste complémentaire à hauteur de 500 emplois, un sous-effectif sur l'ensemble de la catégorie C de 1194 postes.

À cela s'ajoute le sous-effectif de la catégorie B de 1 362 emplois.

Alors que le climat social de notre pays nécessiterait un service public renforcé au service de nos concitoyens, comment répondre à cette attente avec de tels effectifs ?

Comment assurer de bonnes conditions de travail et, de plus, de bonnes conditions de formation pour les nouveaux collègues affectés dans nos services ?

Alors que l'exécution budgétaire de l'État et des collectivités locales représente une de nos principales missions, le Premier Ministre considère-t-il les agents de Bercy comme des variables d'ajustement du budget. Nos missions ne seraient-elles donc pas prioritaires ?

Dans le Var, le déficit affiché d'agents de catégorie C est de ...
A vrai dire, nous n'en savons rien, les tableaux fournis ne faisant état que des postes vacants, soit 76 en catégorie C, toutes filières confondues.

Ne serait-il pas possible, afin de faciliter le travail de suivi des RH et dans un but de clarification, que ces tableaux fassent apparaître les effectifs implantés (ou TARGERFIP), les effectifs réels, les CLM et CLD, les détachements, et les affectations des ALD ?

La situation réelle par service serait donc enfin visible et le travail de tous grandement facilité !

FO premier syndicat dans la fonction publique d'Etat

Permanentés Sophie DEGEILH et Silvia AUTRAN

Secrétaire Départemental : Frédéric BRES

Local syndical DDFiP Place Besagne : 04 94 03 82 90 Port 06 88 37 36 97

fo.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr

FO DGFIP, LE SYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT